

## APPEL POUR DES ETATS GENERAUX DE MARSEILLE : VIVANTE, POPULAIRE et ACCUEILLANTE

A l'image de ses forts dont les meurtrières sont tournées vers la ville, contre son peuple, les 50 dernières années de gestion municipale ont été menées contre les intérêts des habitant-es de notre ville.

Les maires successifs ont administré Marseille par le clientélisme, le népotisme et les intérêts de lobbys économiques. Hélas, il en va de même avec une métropole qui reconduit ce système.

Cette gestion a aujourd'hui des conséquences désastreuses dans presque tous les secteurs et les domaines de la vie quotidienne des Marseillais-es. Ces quelques exemples sont révélateurs :

- **La politique du logement et de l'urbanisme** fracture la ville en deux, en opposant ses habitant-es et en abandonnant les quartiers populaires aux marchands de sommeil et aux promoteurs immobiliers sans scrupules. Le résultat, c'est une ville en péril, où la vétusté, l'insalubrité et l'insécurité dans les bâtiments règnent dans presque tous les quartiers **et qui détruit la mixité sociale en excluant les plus pauvres des quartiers qu'ils "requalifient"**.
- **La politique d'éducation** dénoncée depuis de nombreuses années par les usager-ères. Certaines des 446 écoles, sont de véritables taudis : bâtiments vétustes, trop petits et non entretenus, avec de l'amiante, voire même insalubre en présence de nuisibles (rats, punaises de lit, puces). Les conditions d'accueil quotidien des enfants de Marseille sont déplorables, avec un manque de moyens techniques et de personnel (encadrement du temps de cantine). Avec le dédoublement des CP et CE1 en réseau d'éducation prioritaire, il est préféré des aménagements temporaires. C'est (encore) aux grands groupes du BTP que la ville veut offrir la rénovation des écoles en leur confiant la reconstruction de 34 établissements dont tous les administré-es deviendraient indirectement locataires, contrat qui engloutirait le budget d'entretien des 412 écoles restantes pendant 25 ans !
- **La politique de la petite enfance** Marseille reste également très en retard. Ce sont encore plus de 3 000 places en crèche qui manquent sur le territoire, avec des critères d'attribution des places pour le moins opaques, ce qui accentue les inégalités sociales et précarise d'autant plus les femmes, encore majoritairement en charge des tâches domestiques et éducatives.
- **La politique des transports** se résume au tout voiture, en assignant à résidence les plus pauvres et les plus jeunes dans les cités périphériques. Le cynisme va jusqu'à interrompre les services de bus urbain à 20h30 ou superposer les lignes de tram et de métro en laissant de côté les quartiers Nord. Pour embouteiller le tout, l'agglomération marseillaise, comme l'ensemble de la région, dispose d'une desserte ferroviaire locale et régionale des plus aléatoires. La circulation des vélos reste dangereuse ;
- **Les politiques de la voirie, de la propreté et de la gestion des déchets** font la réputation scabreuse de la ville dans tout le pays. Les élus n'ont de cesse de mettre en accusation les Marseillais-es pour leur « incivilité » et ainsi passer sous silence leur incurie et cacher d'hasardeux marchés publics passés dans le département.
- **La politique des Sports** privilégie le spectacle, dans le cadre d'accord avec les grands groupes financiers et/ou marchands quand les piscines ferment les unes après les autres. L'apprentissage de la natation pour les enfants est quasi impossible, quand bien même elle est obligatoire à l'école primaire. Leur fermeture pendant les vacances scolaires et les

week-ends ne permettent pas une utilisation compatible avec les disponibilités des travailleurs-euses et des familles.

- **La politique culturelle** contribue à la disparition ou la fragilisation de trop d'initiatives et de talent des nombreux artistes ou structures indépendantes, par un jeu de concentration des lieux de création et des financements. Elle privilégie les "événements-vitrines" au nom du rayonnement de la Ville et favorise l'expansion de salles appartenant à des groupes bancaires ou immobiliers. Elle donne à voir une incapacité à rattraper un retard énorme en matière de lecture publique, un plan de développement des bibliothèques qui n'arrive pas à se mettre en place et commence par la fermeture de 2 bibliothèques de quartier.
- **La politique d'accueil** est en réalité une politique économique destinée aux touristes, croisiéristes et aux classes moyennes supérieures, faisant fi des réfugié-es et des migrant-es, enfants comme adultes qui meurent en Méditerranée ou qui dorment à la rue, dans des bidonvilles ou en squat. Les étranger-ères qui vivent dans notre ville, y paient leurs impôts, n'ont pas le droit de vote et ne sont donc pas des citoyen-nes à part entière aux yeux des élus.

Ces politiques publiques discriminantes ont pour conséquence l'aggravation des inégalités socio-économiques et de genre. La ville est au bord de la rupture. La lente disqualification des quartiers populaires et la relégation de ces populations rendent Marseille invivable ! Les femmes subissent davantage la précarité (la moitié des mères célibataires à Marseille se situent en dessous du seuil de pauvreté).

A cela s'ajoute deux grandes absentes :

- **La réponse aux défis écologiques** : des espaces verts rares et non entretenus, la transformation d'une partie du parc Longchamp en parking, le peu d'engouement pour l'agriculture urbaine qui pourrait nourrir les Marseillaises en local, une indifférence manifeste à la sauvegarde des richesses naturelles de Marseille et une ville qui étouffe sous les déchets, les gaz de voitures et la chaleur, la pollution occasionnée par les bateaux de tourisme.
- **La participation des habitant-es à la vie démocratique** se réduit à des mascarades là où elle est imposée par la loi, sinon elle se résume à une discussion de salon avec des conseils d'intérêts de quartiers, laissés pour la très grande majorité aux mains de personnes peu représentatives. Les collectifs d'habitant-es qui se battent pour leur quartier sont ignoré-es ou méprisé-es.

**Le 5 Novembre 2018, cette gestion municipale a eu des conséquences meurtrières car 8 de nos concitoyens ont perdu la vie sous les gravats des murs des immeubles qui s'effondraient sur eux.**

6 mois après, près de 3 000 personnes sont délogées à cause d'une grave insuffisance des politiques publiques, force est de constater que les habitant-es de Marseille doivent, au-delà du réquisitoire ou d'une sanction dans les urnes électorales, prendre leur destin en main.

**C'est pour cela que des collectifs d'habitant-es de quartier, des associations de défenses citoyennes, des organisations humanitaires ou caritatives non-gouvernementales, des syndicats proposent l'organisation des ETATS GENERAUX DE MARSEILLE les 22 et 23 juin 2019 autour de 3 grands axes :**

- **Le droit à la ville : comment faire une ville pour ses habitant-es ;**
- **Marseille en Méditerranée : ouvrir la ville à tous et toutes ;**
- **Les citoyen-nes au cœur de la ville : action, veille et contrôle des politiques.**

**Premiers signataires : en attente de validation**

Collectif du 5 novembre – Noailles en Colère

Le collectif des bourelly

L'association Leveque Familylly Projet

Quartiers Nord Quartiers Forts

Collectif Maison Blanche

Salariés Mc DO St Barthélemy

Collectif Air Bel

Collectif des Habitants du Petit Séminaire

Collectif La Viste

Collectif du Plan d'Aou

CNCV Campagne Picon

ALCV Saint-Barthélemy 3

L'Assemblée de la Plaine (en attente)

Un centre-ville pour tous

Collectif habitants des micocouliers

Syndicat des quartiers populaires de Marseille

Marseille féministe

Le Collectif des écoles de Marseille

RESF 13

RUSF 13 ?

LDH

Emmaüs

L'Art de Vivre

Le Grand Comptoir

L'association des usagers des bibliothèques

FSU 13

Solidaires

Sud Education

CGT 13 Busserine et environs